

L'Inde selon Modi

DU MÊME AUTEUR

Fiction

Le sourire à cinq dollars, Seuil, 2005 (*The Five-Dollar Smile and Other Stories*, 1990).

L'émeute, Seuil, 2002 (*Riot*, 2001).

Show business, Seuil, 1998 (*Show Business*, 1991).

Le grand roman indien, Seuil, 1993 (*The Great Indian Novel*, 1989).

Essais

Nebru, l'invention de l'Inde, Seuil, 2008 (*Nebru : The Invention of India*, 2003).

L'Inde, d'un millénaire à l'autre, 1947-2007, Seuil, 2007 (*India : From Midnight to the Millennium and Beyond*, 1997, éd. mise à jour).

Ouvrages non traduits

Essais

Why I Am a Hindu, 2018.

An Era of Darkness : The British Empire in India, 2016.

India Shastra : Reflections on the Nation in our Time, 2015.

India : The Future is Now (sous la dir. de S. Tharoor), 2013.

Pax Indica : India and the World of the 21st Century, 2012.

Shadows Across the Playing Field : 60 Years of India-Pakistan Cricket, with Shaharyar Khan, 2009.

The Elephant, the Tiger & the Cellphone : Reflections on India, the Emerging 21st-Century Power, 2007.

Bookless in Baghdad : Reflections on Writing and Writers, 2005.

Reasons of State, 1982.

Shashi Tharoor

L'INDE SELON MODI

Traduit de l'anglais (Inde) par Carla Lavaste

BUCHET • CHASTEL

La présente traduction est extraite de :
The Paradoxical Prime Minister : Narendra Modi and his India
© 2018 Shashi Tharoor.
Édition originale : Aleph Book Company, New Delhi, Inde.
Et pour la traduction française
© Buchet-Chastel/Libella, Paris, 2020
7, rue des Canettes, 75006 Paris
ISBN : 978-2-283-03392-0

Au peuple indien, qui mérite mieux

INTRODUCTION À L'ÉDITION FRANÇAISE

Je l'avais dit. Dès le début, je l'avais dit.

En 2014, j'ai publié un recueil d'essais sur l'Inde contemporaine, *India Shastra*, dans lequel j'examinais, entre autre, le profil de notre nouveau Premier ministre, Narendra Modi, six mois après son entrée en fonction. Voici ce que j'avais alors écrit :

Il y a un paradoxe au cœur de l'ascension de M. Modi au poste de Premier ministre. Ses discours et sa rhétorique semblent reconnaître et encourager le changement de cap vital de notre politique nationale qui consiste à passer d'un modèle axé sur l'identité au profit d'une politique de performance. Or, il est parvenu au pouvoir en étant à la tête du BJP¹, un parti qui est mal placé pour relever le défi consistant à dissocier la politique indienne de la question brûlante de l'identité religieuse. Sa victoire électorale a ainsi renforcé le pouvoir des membres en shorts kaki de l'« organisation culturelle » Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), dont les opinions sur tous les sujets – économie, politique, histoire, culture, moralité, relations entre les sexes, et même les questions de tenue vestimentaire ou de comportement – sont totalement illibérales. Si Modi a remporté l'élection en mettant l'accent dans ses discours sur ce dont le peuple indien a manifestement besoin – plus de développement, une meilleure gouvernance et davantage d'opportunités socio-économiques –, une fois au pouvoir,

1. Créé en 1980, le BJP ou Bharatiya Janata Party (« Parti du Peuple Indien ») est devenu l'un des deux principaux partis politiques indiens. Représentant la droite nationaliste hindoue, il est considéré comme l'aile politique du Rashtriya Swayamsevak Sangh, un groupe nationaliste hindou paramilitaire (*N.d.T.*).

il a donné carte blanche aux éléments les plus rétrogrades de la société. S'empressant de réécrire les manuels scolaires, ceux-ci vantent la supériorité des valeurs du savoir antique sur la technologie moderne, prônent le protectionnisme et l'autosuffisance plutôt que le libre-échange et les investissements étrangers, et affirment que l'identité de l'Inde doit être exclusivement hindoue. M. Modi ne peut ignorer cette contradiction fondamentale, et il ne pourra la résoudre qu'en se désolidarisant des forces mêmes qui ont contribué à sa victoire électorale. Mais je ne suis pas sûr qu'une contradiction aussi fondamentale puisse être surmontée, et c'est peut-être là que se trouve en germe l'échec futur de M. Modi¹.

Quelques années plus tard, cet échec est évident. L'économie est certainement le prisme incontournable pour apprécier le bilan de Modi : après tout, les chiffres ne peuvent pas être partisans. Vue sous cet angle, la liste de ses échecs est même spectaculaire : le taux de croissance du PIB a diminué de moitié en seulement trois ans (rien qu'au cours du troisième trimestre de 2019, il a encore chuté de 4,5 %, c'est le plus bas depuis son arrivée au pouvoir), le secteur manufacturier s'est contracté, les exportations ont diminué, la croissance de la production industrielle a ralenti et l'agriculture stagne (voire pire, étant donné l'augmentation annuelle du nombre de suicides d'agriculteurs), la croissance du crédit s'est établie à 5,3 % en 2016-2017, la plus faible depuis plus de soixante ans. Après avoir déclaré vouloir en finir avec le « terrorisme fiscal », le gouvernement Modi a imposé de nouveaux prélèvements fiscaux, ébranlant ainsi la confiance des investisseurs.

En résumé, l'histoire de ces dernières années est une histoire d'occasions manquées et d'espoirs anéantis, d'« *acche din* » (« beaux jours ») qui ne sont jamais venus, d'aspirations portées haut par une rhétorique grandiose qui se sont effondrées face à une réalité déprimante. Ces années ont déçu les enthousiastes, donné raison

1. S. Tharoor, *India Shastra*, New Delhi, Aleph Book Company, 2015, p. xv.

aux sceptiques et frustré tous ceux qui souhaitent voir l'Inde prospérer.

Bien sûr, en écrivant ce livre sur Narendra Modi et son mandat, je ne peux pas prétendre être un observateur impartial. Je suis un député du parti du Congrès¹, membre de l'opposition, et d'aucuns ne manqueront pas de lancer à propos de mes analyses : « Évidemment qu'il voit tout en noir, n'est-ce pas ? »

À ceux-là, en gage de ma bonne foi, je répondrai que depuis l'arrivée au pouvoir de Modi, j'ai essayé d'être aussi juste que possible envers lui. Je me suis ainsi attiré les foudres de nombre des membres de mon parti quand j'ai accepté, à la demande du Premier ministre, de rejoindre l'équipe chargée de promouvoir sa campagne « *Swachh Bharat* » (« Nettoyons l'Inde »)² et j'ai aussi subi l'opprobre politique lorsque, au début de son mandat, j'ai affiché ma volonté de lui accorder le bénéfice du doute. Mon ouverture se fondait alors sur l'espoir, que je partageais avec la plupart de mes concitoyens, de voir arriver au pouvoir un homme différent de celui de la campagne électorale – maintenant qu'il était devenu Premier ministre, peut-être était-il prêt à gouverner pour tous les Indiens ? Je souhaitais aussi faire preuve de respect à l'égard des électeurs : après tout, ils l'avaient élu et, en tant que démocrate, je me sentais obligé de respecter leur choix au moins le temps de voir si Modi serait à la hauteur des espoirs soulevés par ses paroles et ses promesses.

Malheureusement, comme je le montre dans ce livre, il ne l'a pas été.

1. Fondé en 1885, le Congrès national indien fut l'acteur majeur du mouvement pour l'indépendance de l'Inde. Parti de centre gauche, il a longtemps dominé la vie politique indienne. Au pouvoir de 2004 à 2014 au sein de l'Alliance progressiste unie (UPA), le Congrès a connu en 2014 sa pire défaite électorale depuis l'Indépendance de 1947 (*N.d.E.*).

2. Programme visant à améliorer l'assainissement. L'un de ses principaux objectifs est de réduire la défécation en plein air par la construction de toilettes (*N.d.E.*).

En rédigeant cet essai sur Narendra Modi et son impact sur l'Inde, j'ai choisi de ne pas écrire une simple biographie politique ou une histoire de son gouvernement. À la place, afin de me donner le plus de champ possible pour dépeindre les contradictions de sa personnalité, de son mode de fonctionnement et de ses méthodes de gouvernance, j'ai adopté une structure éditoriale qui doit beaucoup aux techniques cinématographiques telles que le montage alterné, le plan-séquence et le plan sur plan, ce qui m'a permis, du moins je l'espère, d'explorer mon sujet beaucoup plus efficacement que si j'avais suivi une structure linéaire standard.

Cependant, pour cette édition française, il s'est avéré nécessaire d'adapter le texte original qui s'adressait aux électeurs indiens dans la perspective de la bataille électorale de 2019 – laquelle, hélas, a finalement été de nouveau remportée par Modi. Excluant certains chapitres, j'ai sélectionné ceux qui me semblaient le plus entrer en résonance avec les enjeux et les défis auxquels sont aujourd'hui confrontées la France et l'Europe.

La version française du livre est donc divisée en trois grandes parties, chacune abordant un aspect de la personnalité du Premier ministre ou une facette de l'action de son gouvernement : la partie I, « Le Premier ministre paradoxal », présente un long profil approfondi du Premier ministre ; la partie II, « La Modi-fication de l'Inde », met en lumière les multiples façons dont le gouvernement Modi et ses partisans portent atteinte à la nature séculière et pluraliste de l'Inde, créent un climat hostile aux minorités, aux progressistes, aux Dalits¹ et aux femmes, étouffent la liberté d'expression, falsifient l'histoire, etc. ; la partie III, « Une myriade d'illusions », jette un regard critique sur les dommages causés par M. Modi à l'économie et dénonce ses initiatives de politique étrangère tant vantées.

1. Aussi appelés Intouchables, les Dalits (« opprimés »), qui sont considérés comme « hors-castes » selon la tradition hindoue, se situent tout en bas de l'échelle sociale (*N.d.E.*).

INTRODUCTION À L'ÉDITION FRANÇAISE

Enfin, le livre s'achève par « La Nouvelle Inde que nous souhaitons », et que nous méritons – un pays très différent de celui que Narendra Modi nous a légué.

PARTIE I

Le Premier ministre paradoxal

I

C'est complètement par hasard que j'ai rencontré Narendra Modi pour la première fois.

Pas encore engagé en politique, j'avais été invité en janvier 2009 à présider une session du Pravasi Bharatiya Divas¹ à Chennai² et à y prononcer un discours. Un ami ministre m'avait également convié à un déjeuner qui se tenait dans un des salons privés du centre de conférences. Quand je l'ai rejoint, avec un peu de retard – la session avait duré plus longtemps que prévu –, il était déjà assis à une petite table ronde en compagnie de quatre autres personnes. C'est là que j'ai découvert, un peu surpris (étant donné que le ministre en question était un pilier du parti du Congrès), que l'un des convives, un homme vêtu d'une élégante chemise à manches courtes, portant des lunettes sans monture et une barbe blanche impeccablement taillée, n'était autre que le *Chief minister*³ du Gujarat⁴, Narendra Modi, venu vanter les opportunités d'investissement dans son État auprès des délégués des Indiens non-résidents.

1. Cette journée de célébration établie en 2003 est dédiée à la communauté des Indiens de l'étranger, en remerciement de leur contribution au développement de l'Inde. La date du 9 janvier commémore le retour du Mahatma Gandhi d'Afrique du Sud à Ahmedabad en 1915 (*N.d.T.*).

2. Anciennement appelée Madras (*N.d.E.*).

3. En Inde, le *Chief Minister* est le chef de gouvernement d'un des vingt-neuf États et sept territoires qui constituent l'Union indienne (*N.d.E.*).

4. État de l'ouest de l'Inde qui compte plus de 60 millions d'habitants, dont 88 % d'hindous et 9 % de musulmans (*N.d.E.*).

Je ne le connaissais qu'à travers ce que les médias disaient de lui et ce n'était pas flatteur. Beaucoup le considéraient comme le principal responsable des émeutes de 2002 au Gujarat qui ont coûté la vie à plus d'un millier de personnes, essentiellement des musulmans, alors qu'il était aux commandes de l'État. Certains de mes amis le dénigraient constamment et, à peine un an plus tôt, Sonia Gandhi, la présidente du parti du Congrès, l'avait même traité de « *maut ka saudagar* » ou « marchand de mort ». Et voilà qu'il était face à moi, tout sourire.

Il m'a salué par mon nom, ce qui m'a surpris ; il savait donc qui j'étais. Déconcerté, j'ai fait de même. Étant donné sa réputation, je n'aurais sans doute pas cherché à le rencontrer, mais maintenant qu'il se tenait devant moi, je décidai de le questionner, quitte à faire des vagues.

Le déjeuner n'a pas tardé à se muer en un dialogue entre Modi et moi-même, les autres invités étant trop polis pour s'immiscer dans notre échange. Malheureusement, je n'ai pas pris de notes suite à cette conversation et j'en ai oublié nombre de détails. Une partie m'est cependant restée nettement en mémoire.

Quand je lui ai demandé quel avait été son rôle dans les émeutes de 2002, il m'a répondu sans surprise qu'il avait fait tout ce qu'il avait pu et notamment appelé l'armée en renfort lorsque la police avait été débordée. Puis je suis passé au présent : *quid* des conséquences durables de ces événements sur les musulmans dans son État ? J'avais entendu des histoires consternantes, comme quoi ils étaient marginalisés et poussés dans des ghettos. Comment s'en sortaient-ils en réalité ?

« Laissez-moi vous dire une chose, m'a-t-il répliqué en me regardant droit dans les yeux. Cette question, des gens très haut placés à Delhi me l'ont déjà posée. Un comité nommé par le gouvernement est même venu me voir. (J'en ai déduit qu'il devait s'agir de la commission Sachar, chargée par la coalition gouvernementale UPA¹ de la rédaction d'un rapport sur la condition des

1. L'UPA, Alliance progressiste unie, est une coalition de centre-gauche dont le principal parti est le Congrès. Elle a gouverné l'Inde de 2004 à 2014, sous la direction du Premier ministre Manmohan Singh (*N.d.E.*).

musulmans en Inde.) Quand je les ai reçus dans mon bureau, ils m'ont dit : "On raconte que vous n'avez rien fait pour les musulmans au Gujarat." »

« Vous n'avez rien fait pour les musulmans au Gujarat », a-t-il répété en insistant, avant de poursuivre : « "Asseyez-vous et écrivez ceci", leur ai-je répondu. » Ses yeux brillaient derrière les verres de ses lunettes. « Ils ont tous sorti leur carnet et leur stylo et là, je leur ai dit, "vous avez raison. Je n'ai rien fait pour les musulmans au Gujarat." Ils se sont mis à griffonner. Puis j'ai ajouté, "Notez aussi ceci : je n'ai rien fait non plus pour les hindous au Gujarat." » Il s'est tu un instant pour marquer son effet dramatique. « "Je n'ai rien fait ni pour les musulmans ni pour les hindous. Je ne travaille que pour les Gujaratis." »

Son argumentation était très efficace, comme beaucoup d'autres choses qu'il a dites ce jour-là. Clairement, il savait impressionner son public, même si, lors de ce déjeuner, nous n'étions que cinq.

Mais je n'ai pas tardé à découvrir une autre facette du personnage.

Moins d'un an après, alors que j'étais devenu ministre des Affaires étrangères, j'ai effectué une visite officielle aux Émirats arabes unis dans le but, notamment, de les inciter à investir en Inde. Mais le gouvernement des Émirats avait un problème. Une de leurs entreprises, Dubaï Ports World, avait racheté l'anglais P&O et repris tous les contrats de ce dernier concernant la gestion de ports partout dans le monde. Dans trois États indiens, ils n'avaient rencontré aucun problème pour transférer les contrats de P&O à Dubaï Ports World, mais au Gujarat, rien ne bougeait ; le gouvernement les ignorait, tout simplement. Pouvais-je les aider ?

Fort de la confiance née de notre échange lors du déjeuner dont je viens de parler, j'ai appelé le *Chief minister* du Gujarat et, ce faisant, découvert que je me méprenais. Mon interlocuteur refusa de considérer même mon point de vue. Pour lui, il était hors de question qu'un pays arabe gère un port gujarati et rien de ce que je pourrais lui dire ne le ferait changer d'avis. C'était un revers pour la politique étrangère indienne aux Émirats arabes unis.

C'est à l'occasion de cet échange que j'ai compris à quel point il pouvait être intransigeant.

II

Narendra Damodardas Modi est né dans la ville gujaratie de Vadnagar le 17 septembre 1950. Troisième d'une fratrie de six, il est le fils de Damodardas Mulchand Modi et de Heeraben, un couple modeste faisant partie de la caste des Ghanchis qui exercent traditionnellement la profession de presseurs d'huile. (Sa caste ne devrait pas être un sujet au XXI^e siècle, mais M. Modi s'est assuré du contraire en se décrivant lui-même comme le premier Premier ministre de l'Inde issu d'une caste défavorisée, une affirmation qui aurait cependant mieux convenu à H. D. Deve Gowda, Premier ministre de 1996 à 1997.) Comme d'autres Ghanchis, les Modis semblent avoir exercé ce métier, mais Damodardas Modi tenait aussi une échoppe de thé à la gare de Vadnagar, où l'aidait son fils Narendra – et ce dès son plus jeune âge.

Selon Prahladbhai G. Patel, l'un des professeurs de lycée de Narendra cité par Nilanjan Mukhopadhyay, biographe de Modi, celui-ci était « un enfant raisonneur qui défiait souvent les enseignants ». Il raconte aussi qu'une fois il avait demandé à Narendra de montrer ses devoirs à l'un des surveillants de la classe, ce que le garçon avait refusé de faire, arguant que si quelqu'un devait évaluer son travail, « ce devait être le professeur lui-même et personne d'autre ». Patel se souvient également de ses performances scolaires. Selon lui, Narendra était « classé dans la moyenne et, au mieux, aurait pu être considéré comme un élève médiocre ». Il aurait été plus intéressé par les débats et le théâtre que par les études.

Si Narendra était loin d'être un brillant élève, le travail ne lui faisait cependant pas peur. Tandis que sa mère et ses sœurs s'occupaient du moulin à huile, il aidait son père aux heures de pointe avant d'aller à l'école. Cette expérience lui a appris la valeur et le respect du labeur, souvent considérés comme des traits forts

de sa personnalité. Mukhopadhyay raconte que Modi lui a ainsi confié, au cours d'une interview, ne dormir que trois heures et demie à quatre heures par nuit et se lever entre 4 h 30 et 4 h 45 – 5 h au plus tard¹.

Très tôt, Narendra Modi a aussi été influencé par les enseignements du Rashtriya Swayamsevak Sangh² (RSS), une organisation qui a modelé son mode de vie et ses convictions. Fondé en 1925 comme l'avant-garde d'un renouveau politique hindou offensif après des siècles de domination musulmane et britannique, le RSS est contemporain du fascisme mussolinien et du national-socialisme hitlérien des années 1920 et 1930 dont il reprend certaines des idées à son compte, comme la fierté raciale, la discipline militaire, l'efficacité organisationnelle et un nationalisme farouchement phallocrate hostile aux minorités et aux contestataires. Ses dirigeants méprisaient la laïcité et le pluralisme du mouvement pour l'indépendance dont le Congrès national indien avait pris la tête, préférant à la place se faire le chantre d'un *Hindu Rashtra* (« État hindou ») intransigeant. Si, durant les premières décennies de son existence, les idées du RSS n'ont réussi à séduire qu'un public restreint, celui-ci lui était en revanche fanatiquement dévoué.

Considérant la partition du pays qui a accompagné l'indépendance comme une trahison, le RSS en a rendu le Mahatma Gandhi responsable. Son assassinat le 30 janvier 1948 par Nathuram Godse, un ancien membre du RSS, a conduit à l'interdiction de l'organisation pendant deux ans. Lorsqu'elle a été de nouveau autorisée, elle s'est concentrée sur son expansion et le recrutement de nouveaux jeunes adhérents dont elle s'est attelée à modeler les esprits. C'est ainsi qu'en 1958, le jour de Diwali³, Narendra Modi a rejoint le RSS en tant que « *bal swayamsevak* » (« jeune volontaire »), alors qu'il n'avait que huit ans.

1. N. Mukhopadhyay, *Narendra Modi : The Man, The Times*, New Delhi, Tranquebar, 2013.

2. « Association des volontaires nationaux » (*N.d.E.*).

3. Fête des Lumières, l'une des plus populaires fêtes hindoues (*N.d.T.*).

Peu de temps après la fin du lycée, il quitte le domicile familial – laissant derrière lui une très jeune épouse avec qui son mariage a été arrangé quand il avait treize ans – pour séjourner un moment à Rajkot, près de Kolkata¹, à Guwahati et à Almora, dans des ashrams associés à la Mission Ramakrishna² et à Swami Vivekananda³, dans une tentative de découverte de lui-même. (Selon Andy Marino, son biographe autorisé, les missionnaires de Belur Math⁴ lui auraient dit que la vie de moine n'était pas faite pour lui⁵...) Cette démonstration d'indépendance et d'autonomie le marquera à jamais. Après son retour au Gujarat et de brefs épisodes de travail dans le petit restaurant de son oncle à Ahmedabad, il devient employé à plein temps du RSS.

Il passe au moins un an à effectuer de menues tâches en tant que cuisinier et homme de ménage pour ses supérieurs hiérarchiques au sein du RSS du Gujarat, témoignant ainsi de son dévouement pour la cause. Rapidement, il devient *pracharak*, propagandiste à temps plein du message du RSS. Impressionnant ses supérieurs par son efficacité et sa capacité de travail, il est bientôt envoyé au siège de Nagpur où il suit plusieurs formations qui le préparent à assumer de plus amples responsabilités. Selon Modi lui-même, son expérience de *pracharak* lui a appris que « la vie que l'on mène doit être disciplinée » et que, « quel que soit votre travail, il faut le faire bien ».

Des préceptes qu'il a effectivement suivis. Il gravit les échelons promptement, d'abord ceux du RSS, puis ceux de son bras politique, le BJP. Durant l'état d'urgence du 25 juin 1975 au

1. Anciennement appelée Calcutta (*N.d.E.*).

2. Ramakrishna (1836-1886) est un saint mystique bengali. Prônant la voie de l'amour et de la dévotion, il estimait que « toutes les religions recherchent le même but » (*N.d.E.*).

3. Disciple de Ramakrishna, Vivekananda (1863-1902) fut l'un des grands promoteurs de la pensée de son maître en Inde, ainsi qu'en Occident (*N.d.E.*).

4. Siège de la Mission Ramakrishna, près de Calcutta (*N.d.E.*).

5. A. Marino, *Narendra Modi : A Political Biography*, New Delhi, HarperCollins, 2014, p. 25-27.

21 mars 1977¹, alors que le RSS est interdit, il mène, déguisé en sikh, différentes activités subversives, dont la mise en lieu sûr de plusieurs chefs de l'opposition recherchés par les autorités. En 1987, le RSS le délègue auprès du BJP pour tenir le rôle de secrétaire général de la section gujaratie du parti. Au début, il se voit confier des tâches organisationnelles – mise en œuvre d'événements, de défilés et de rassemblements, y compris pour deux présidents du BJP (L. K. Advani en 1990 et Murli Manohar Joshi en 1991-1992). Il contribue également dans une large mesure, de nouveau grâce à ses capacités organisationnelles, à la victoire du BJP aux élections de l'État du Gujarat en 1995. Peu de temps après, il se hisse au poste de secrétaire national du BJP tout en devenant le porte-parole incontournable du parti à la télévision indienne. Après cela, il ne tarde pas à se voir confier des responsabilités politiques plus conséquentes. En octobre 2001, le gouvernement de l'État du Gujarat que dirige le BJP est en crise et Narendra Modi, alors âgé de cinquante et un ans, est dépêché à Ahmedabad par le parti pour y occuper la fonction de *Chief minister*. On lui aurait d'abord demandé d'être l'adjoint de Keshubhai Patel, le titulaire du poste, mais il aurait répondu que s'il n'était pas nommé responsable en chef du Gujarat, il refusait d'y aller.

Quand il entre en fonction, les élections législatives de l'État sont prévues pour l'année suivante et il doit s'atteler sans tarder à leurs préparatifs pour espérer les gagner. Utilisant une métaphore liée au cricket, le *Chief minister* Modi déclare alors à la presse depuis Gandhinagar, la capitale de l'État : « Je suis venu disputer un tournoi en un jour. J'ai besoin de batteurs efficaces et rapides pour marquer des points dans un nombre de séries limitées². » Clairement, il affichait qu'il comptait y jouer un rôle prépondérant : capitaine, premier batteur et lanceur le plus rapide, il serait tout cela à la fois.

1. Instauré à la demande du Premier ministre, Indira Gandhi, reconnue coupable de pratiques électorales frauduleuses (*N.d.E.*).

2. R. Bhushan, « Cadre Raj, Phase Two », *Outlook*, 19 nov. 2001.

Mais, quatre mois plus tard, le 27 février 2002, cinquante-huit hommes, femmes et enfants, des *kar sevaks*¹ qui rentrent d'un voyage à Ayodhya² – où ils sont allés pour aider à la construction d'un temple dédié à Rama³ sur le site de l'ancienne mosquée Badri, à l'occasion du dixième anniversaire de sa démolition⁴ –, périssent dans l'incendie de leur train alors que celui-ci traverse la ville à majorité musulmane de Godhra, située à 160 km d'Ahmedabad. Comme il est tout de suite présumé qu'ils ont été délibérément pris pour cibles par des musulmans de Godhra à cause de leur appartenance religieuse⁵, les autorités – le gouvernement de Modi – redoutent que la situation dégénère, mais sans pour autant réagir. Une grève générale est déclarée et les corps des *kar sevaks* exhibés publiquement (la véracité de ce fait est contestée, mais il a été largement colporté à l'époque). Furieux, des leaders hindous commencent à attiser les feux de la haine et organisent des processions pour condamner ce qu'ils appellent une attaque musulmane à l'encontre d'activistes de l'*hindutva*⁶, sans que le gouvernement ne dise un mot ou fasse un geste pour les arrêter. Il ne faut pas longtemps pour que les esprits s'échauffent et pour

1. Volontaires affiliés à l'extrême droite hindoue. Plus largement, bénévoles au service d'une cause religieuse (*N.d.T.*).

2. Ville de l'Uttar Pradesh, considérée comme sacrée par les hindous (*N.d.E.*).

3. Héros de l'épopée du Ramayana, le dieu Rama est le souverain mythique du royaume d'Ayodhya (*N.d.E.*).

4. Le 6 décembre 1992, une foule de nationalistes hindous a détruit la mosquée Babri, construite par l'empereur moghol Babur au XVI^e siècle, au prétexte qu'elle aurait été bâtie sur les ruines d'un temple qui marquait le lieu de naissance du dieu Rama. Cette destruction a entraîné des affrontements intercommunautaires qui ont fait plus de 2 000 morts. (*N.d.E.*).

5. Certains ont avancé que l'incendie du train aurait pu être accidentel. Cependant, la police refusa d'envisager cette possibilité et 94 individus furent jugés. Des 31 qui furent jugés coupables, 11 furent condamnés à mort, 20 à la prison à vie ; les autres furent acquittés.

6. L'*hindutva*, l'« hindouïté » ou l'« indianité », désigne l'idéologie, dominante au sein du mouvement nationaliste hindou, selon laquelle la nation indienne appartient aux hindous (*N.d.T.*).

que les musulmans, ainsi que leurs maisons et leurs magasins, soient livrés à la vindicte populaire. Dans la frénésie de violence collective qui s'ensuit, Ahmedabad, l'ancienne capitale d'ordinaire tranquille du Gujarat, ainsi que d'autres villes de la terre natale de Gandhi, sont mis à feu et à sang : plus de mille personnes, principalement des musulmans, sont victimes de pogroms.

L'ampleur de la tragédie est inouïe. Selon une déclaration faite sous serment par le directeur général de la police de l'époque, R. B. Sreekumar, devant la commission d'enquête du juge Nanavati, il y a eu 1 044 tués, 2 500 blessés et 223 disparus. Plus de 4 500 maisons ont été détruites et 18 500 endommagées ; les préjudices économiques infligés aux musulmans gujaratis s'élèvent à environ 6 milliards de roupies et ceux subis par les hindous à 400 millions de roupies. Plusieurs mois après la fin des émeutes, il a été estimé que 132 532 personnes avaient abandonné leur domicile par crainte des violences ou avaient été chassées de chez elles par la force¹.

Le gouvernement Modi a été accusé d'avoir fermé les yeux – ou tout du moins de n'avoir pas réagi – face aux tueries et aux destructions qui n'ont cessé qu'au bout de trois jours, lorsque l'armée a finalement été appelée à intervenir. Pendant longtemps, Narendra Modi a dû se battre contre l'idée qu'il n'en avait pas fait assez pour stopper l'effusion de sang, même si une enquête menée par la Cour suprême l'a exonéré de toute responsabilité. Il n'a jamais cessé de soutenir, et encore devant moi, qu'il avait fait alors tout ce qui était en son pouvoir pour contrôler les émeutiers. Certains, cependant, contestent sa version des faits. Human Rights Watch, par exemple, a publié un rapport intitulé « Nous n'avons pas reçu l'ordre de vous sauver », selon lequel la police aurait été, dans le meilleur des cas, « un observateur passif et, dans le pire des cas, complice de la foule assassine »². Dans *The Clash Within : Democracy, Religious Violence*

1. Rapport du Comité parlementaire sur la responsabilisation des femmes, août 2002.

2. « “We Have No Orders To Save You” : State participation and complicity in communal violence in Gujarat », Human Rights Watch, avril 2002.

and India's Future, l'universitaire américaine Martha Nussbaum conclut : « Il existe désormais un large consensus sur le fait que la violence au Gujarat a été une forme de nettoyage ethnique, qu'à bien des égards elle a été préméditée et perpétrée avec la complicité du gouvernement de l'État et des forces de l'ordre¹. »

Cependant, Andy Marino rend compte de ces événements de manière très différente dans la biographie officielle de Narendra Modi et soutient qu'il n'est pas responsable des émeutes de 2002 : « Les faits montrent que Modi ne souhaitait pas qu'elles se produisent, qu'il ne les a pas encouragées et a fait tout ce qui était en son pouvoir pour les empêcher². » Si cette conclusion est loin de faire l'unanimité, il convient malgré tout d'en prendre note dans un contexte où trop d'individus sont convaincus de détenir la vérité.

Par ses actions, Narendra Modi n'a peut-être pas été directement complice des meurtres, mais ses tentatives pour minimiser la tragédie – ou tout du moins le rôle qu'il y a joué – n'ont pas aidé non plus. Sa tristement célèbre déclaration de l'époque selon laquelle les émeutes ont été « la conséquence de la colère naturelle et justifiée des gens » n'a pas été bien reçue par l'opinion publique mondiale et a considérablement entaché sa réputation, en particulier au niveau international. (Au lieu de condamner les responsables – principalement hindous – de la violence et de la terreur, sans même parler de les sanctionner, il a accusé les habitants de Godhra d'avoir des « tendances criminelles » qui ne pouvaient que susciter de violentes représailles.) Quelques jours après les émeutes, lors d'une interview accordée à *Zee TV* le 1^{er} mars 2002, il a déclaré : « Nous sommes face à un enchaînement d'actions et de réactions. Nous voulons tout à la fois que les actions et les réactions cessent³. »

1. M. C. Nussbaum, *The Clash Within : Democracy, Religious Violence, and India's Future*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2007, p. 51.

2. A. Marino, *Narendra Modi...*, *op. cit.*

3. « Modi "action-reaction" statement not sufficient to make a case : SIT », *Indian Express*, 11 mai 2002.

Plus tard, Modi a déclaré à Reuters (ce qui pourrait être une traduction approximative de son hindi) : « Nous avons le sentiment d'avoir utilisé toute la force en notre pouvoir et d'avoir fait ce qui s'imposait. » Puis, interrogé sur le fait de savoir s'il regrettait la violence, Modi a comparé ses sentiments avec ceux du passager d'une voiture impliquée dans un accident : si « le conducteur d'une voiture, dont nous sommes le passager assis à l'arrière, écrase un chiot sur la route, serons-nous peiné ? Bien sûr que oui. Que je sois *Chief minister* ou non, je suis un être humain. Si une tragédie se déroule quelque part, il est naturel d'être triste »¹.

Comparer le massacre brutal, les viols et la destruction de vies humaines et de biens matériels de 2002 à l'écrasement accidentel d'un chiot témoigne d'une telle absence de compassion et de sens de la proportion que nombre de gens ont jugé cette déclaration impardonnable. Ce manque d'empathie pour les victimes semble malheureusement caractériser Modi : non seulement il ne s'est rendu qu'une seule fois dans un camp de réfugiés, mais il ne s'est pas gêné pour qualifier ces endroits « d'usines à bébés » musulmanes².

Le député et avocat Kapil Sibal a en outre souligné que « tous les prévenus [dans les émeutes] n'ont pas été traduits en justice et beaucoup ont été libérés sous caution au cours du procès »³. Ainsi, l'ancienne ministre BJP Maya Kodnani, qui avait été condamnée à vingt-huit ans de prison pour avoir pris la tête des émeutiers lors du pogrom le plus important, a été acquittée par la Haute Cour du Gujarat en avril 2018, après avoir bénéficié de plusieurs permissions durant lesquelles on l'a vue participer à des retraites de yoga. Des témoins ont été « retournés », rétractant leurs dépositions initiales accablantes, prétendument obtenues sous la contrainte. Certaines affaires sont toujours en cours. De leur côté, les accusés

1. R. Colvin et S. Gottipati, « Interview with BJP leader Narendra Modi », *Reuters*, 12 juil. 2013.

2. « Should We Run Relief Camps ? Open Child Producing Centres ? », *Outlook*, 30 sept. 2002.

3. K. Sibal, *Shades of Truth*, New Delhi, Rupa Publ., 2018, p. 39.

de Godhra se sont vu refuser leur remise en liberté sous caution et sont restés en prison pendant toute la durée de leur procès, pour finalement subir une justice expéditive ; à l'évidence, c'est le système du deux poids, deux mesures qui a prévalu.

On raconte que feu le Premier ministre Vajpayee¹ a voulu destituer Narendra Modi de son poste de *Chief minister* pour avoir échoué à éviter les massacres, mais qu'il en a été dissuadé par les partisans de l'*hindutva* les plus radicaux de son administration. Actuel vice-président de l'Inde et membre éminent du BJP, Venkaiah Naidu a officiellement confirmé cette anecdote qui, selon lui, apporte la preuve qu'au sein de son parti, le processus de prise de décision est *réellement* démocratique : face à la « résolution collective » du BJP, le Premier ministre ne pouvait que s'incliner. En réalité, pour contrer cette tentative d'éviction, M. Modi s'était assuré du soutien de plusieurs cadres dirigeants du parti dans la perspective de la réunion de l'exécutif national du BJP à Goa en avril 2002, et lorsqu'il y a proposé théâtralement de démissionner de son poste de *Chief minister* du Gujarat, ses propos ont été immédiatement noyés dans un torrent de « non ! », montrant ainsi clairement à Vajpayee à quel point il contrôlait le parti. Et c'est ainsi que le Premier ministre a dû céder.

Quoi qu'il en soit, les électeurs gujaratis l'ont suivi. Modi a été largement réélu à la tête de cet État lors des élections qui se sont déroulées plus tard dans l'année – le BJP y a remporté 69,8 % des sièges contre 28 % pour le parti du Congrès, une nette victoire qui a consolidé son image au moment où le BJP essuyait des défaites majeures ailleurs dans le pays –, puis de nouveau en 2007 et 2012, chaque fois avec des scores plus élevés. (Lui accordant ainsi une longévité jusqu'alors inégalée à ce poste.) Tout en exposant avec véhémence les idées de l'*hindutva* durant sa campagne, Modi a commencé à mettre l'accent sur ses capacités à bien diriger le Gujarat et sur ses réussites économiques,

1. Atal Bihari Vajpayee, membre du BJP, a occupé par trois fois le poste de Premier ministre de l'Inde, en particulier de 1999 à 2004 (*N.d.E.*).

des messages qui ont résonné bien au-delà de son État et ont contribué à construire au niveau national sa réputation de leader décisionnaire et efficace.

Effectivement, c'est avant tout sa réputation d'excellent gestionnaire économique du Gujarat qui lui a permis d'asseoir sa crédibilité en tant que candidat au poste de Premier ministre. On l'a décrit comme un dirigeant pragmatique, père d'un « modèle gujarati » dont le succès indéniable – illustré par la série de sommets « Vibrant Gujarat » qui a attiré les plus grands chefs d'entreprise du pays ainsi que les investisseurs étrangers – ne pouvait que servir d'exemple au reste de l'Inde. (Narendra Modi lui-même a déclaré que, sous son mandat, le Gujarat était devenu le « moteur de la croissance économique de l'Inde »¹.) Ce modèle se fonde sur un soutien sans faille à la libre entreprise, le développement d'un secteur public plus efficace et rentable, des dépenses ciblées aux retombées mesurables et un taux de croissance économique parmi les plus élevés du pays (10 % par an en moyenne durant les douze années où il a gouverné le Gujarat). Modi a également facilité l'acquisition de terres agricoles par des entreprises industrielles, assoupli le droit du travail et les conditions d'accession à la propriété terrienne. Enfin, il a exercé un contrôle strict sur le gouvernement du Gujarat qui, à juste titre, s'est enorgueilli du fait qu'aucun autre épisode de violence intercommunautaire ne s'est produit après 2002.

Une affaire en particulier a scellé son image de *vikas purush* (« homme du développement ») efficace. Quand, en 2008, des violences politiques nées de l'opposition des paysans à l'expropriation de leurs terres pour la construction d'une usine Tata Motors ont éclaté à Singur, au Bengale-Occidental, conduisant les Tata à se retirer de cet État, Modi s'est immédiatement engouffré dans la brèche en offrant à l'entreprise des terres, des installations et des avantages fiscaux conséquents au Gujarat. « Je n'oublierai jamais

1. R. Colvin et S. Bhattacharjya, « Special Report : The remaking of Narendra Modi », *Reuters*, 12 juil. 2013.

la façon dont il a trouvé des solutions pour une entreprise qui se cherchait un domicile », a déclaré Ratan Tata, son président. « Ce genre de choses n'arrive jamais en Inde¹. »

Tout cela a été habilement mis en scène au moyen d'un marketing ingénieux : le produit était le *Chief minister* lui-même et l'argumentaire de vente, bien huilé, était inlassablement répété au « consommateur », l'électeur indien, d'abord au Gujarat, puis partout dans le pays. Pour redorer son blason qu'il savait terni par les événements de 2002, Modi n'a pas hésité à dépenser beaucoup d'argent : le gouvernement du Gujarat a recruté plusieurs agences de relations publiques aussi bien nationales qu'étrangères, en particulier APCO Worldwide, l'un des plus gros acteurs américains de ce secteur. En Inde, pour mettre sa « marque » en valeur, il s'est assuré les services de consultants hors pair tels que Piyush Pandey de chez Ogilvy & Mather, Prason Joshi de chez McCann et Sam Balsara de chez Madison World. L'objectif était double : vendre Modi aux électeurs indiens à l'aide des toutes dernières techniques disponibles et améliorer son image auprès des dirigeants étrangers.

Alors que sa réélection en 2007 au poste de *Chief minister* du Gujarat a consolidé son envergure nationale, celle de 2012 a fait de lui la personnalité la plus en vue du BJP. Un des facteurs clés qui expliquent l'engouement du public à son égard a été sa décision de contourner les médias grand public, jugés injustes envers lui depuis 2002, en faveur d'une communication directe avec les citoyens via les réseaux sociaux. Son compte Twitter est devenu la principale courroie de transmission de ses messages (pour être tout à fait honnête, je dois dire, en toute modestie, que je l'avais devancé dans ce domaine, mais il m'a éclipsé le 4 juillet 2013 en devenant le politicien le plus suivi du pays sur Twitter, une avance qui n'a fait que se creuser depuis ; avec plus de 43 millions d'abonnés, il est aujourd'hui en 2018 le troisième

1. « Ratan Tata votes for Narendra Modi ; says Prime Minister capable of delivering New India », *Financial Express*, 20 sept. 2017.

leader mondial le plus suivi sur Twitter, après le président américain Donald Trump et le pape François). En plus de son compte Twitter, Narendra Modi – ou, plus exactement, son équipe responsable des réseaux sociaux –, anime une page Facebook, une chaîne YouTube, un compte LinkedIn et apparaît régulièrement sur Pinterest, Instagram et Tumblr, entre autres.

Aussi bien par son choix des réseaux sociaux que par la nature des contenus qu'il y publie, Modi a su projeter sur le monde une image séduisante de lui-même. Sur ses photos, on le voit tantôt en train d'utiliser un ordinateur portable, tantôt occupé à lire un journal financier ou encore en train de prendre des photos avec un reflex numérique, autant d'instantanés qui contribuent à façonner son image d'homme moderne et pragmatique. Il se montre aussi sophistiqué et cosmopolite : lisant la biographie d'Obama, en survêtement ou encore coiffé d'un chapeau de cow-boy. Toutes ces photos publiées sur les réseaux sociaux ont été un instrument essentiel au service d'une plus large opération visant à réinventer l'image de Narendra Modi en tant que figure publique.

L'idée était de montrer un homme qui *n'était pas* ce que les gens croyaient qu'il était et, en même temps, *était* ce que les gens pensaient qu'il ne pouvait être. Le premier message étant qu'il n'était pas un politicien « socialiste » typique, hypocritement vêtu du *khadi*¹ traditionnel, galvaudé au fil des années par la classe politique ; le second, qu'il n'était pas non plus l'un de ces *pracharaks* du RSS en short kaki, *lathi*² au poing et la tête farcie d'idées antédiluviennes sur la société et l'économie. À la différence de la plupart des membres du RSS qui adhèrent à la vision nativiste et protectionniste de la nation portée par le mouvement Swadeshi Jagran Manch³, pour Modi, la nation doit s'inscrire dans

1. Tissu indien, associé symboliquement au Mahatma Gandhi, entièrement tissé et filé à la main à l'aide d'un rouet (*N.d.E.*).

2. « Bâton » de bambou dont se servent notamment les policiers (*N.d.T.*).

3. Organisation politique, fondée en 1991, prônant l'autonomie nationale (*N.d.E.*).

l'ordre du monde. Comme il l'a déclaré à l'occasion du discours prononcé devant le Shri Ram College of Commerce à Delhi en 2007¹ – métaphore qu'il a reprise sept ans plus tard à New York, alors qu'il était devenu Premier ministre, lors d'un discours mémorable à Madison Square Garden : par le passé, les Indiens ont été caricaturés en charmeurs de serpents, mais à présent, la jeunesse indienne est en passe de remplacer le serpent par la souris – cette dernière, évidemment, étant reliée à un ordinateur. Narendra Modi est donc un homme à l'aise dans deux univers à la fois : celui, traditionnel, des valeurs hindoues qui imprègnent son idéologie et ses politiques, et celui, moderne, d'un citoyen du monde, chef progressiste de l'entreprise dynamique Gujarat Inc. qui, depuis sa plus tendre enfance, manifeste qu'il aime faire les choses d'une manière différente et se voit comme un novateur. Enfin, outre qu'il sait parfaitement mettre les technologies de communication à son service, il ambitionne de faire de l'Inde une « société axée sur la technologie » en s'appuyant sur « un développement guidé par la technologie », ainsi qu'il l'a déclaré, en tant que Premier ministre, aux Indiens de la diaspora².

Cette réinvention du projet de la droite par Narendra Modi et sa propagation par les réseaux sociaux lui ont permis d'atteindre plusieurs objectifs à la fois. D'abord, cela a changé son image et celle du RSS en matière de politique et d'économie. Alors que le RSS était jusqu'alors considéré comme hostile à l'Occident et à la mondialisation, Modi en est venu à être perçu comme désireux d'apprendre du modèle occidental et d'en tirer des leçons, ce qui l'a associé aux aspirations de la jeunesse à la modernité. Ensuite, cela lui a permis de modifier l'image d'un parti dont il convoitait la direction et qui était jusqu'alors perçu comme le véhicule politique de vieux barbons, de préférence vêtus de safran avec un *tilak* en pâte de bois de

1. « We are a nation of mouse-charmers now : Narendra Modi at SRCC », *NDTV*, 7 fév. 2013.

2. Discours à la communauté indienne, Washington (DC), 25 juin 2017 (en ligne sur www.narendramodi.in).

santal sur le front, discutant en hindi de la splendeur de la culture hindoue. (Le fait qu'une grande partie de l'audience ciblée ait été composée de jeunes, de primo-votants, d'utilisateurs de Facebook et de Twitter, en d'autres termes de toute une génération qui ne garde qu'un souvenir ténu des émeutes de 2002, l'a bien entendu aidé. N'oublions pas non plus que plus de la moitié de la population de l'Inde a moins de vingt-cinq ans et qu'en 2014, les électeurs les plus jeunes avaient à peine six ans au moment de la tragédie.) Le parti avait donc un nouveau porte-étendard, élégamment vêtu selon les codes contemporains, capable de manier une souris d'ordinateur d'une main tout en brandissant un *trishul*¹ de l'autre.

Cependant, en ce qui concerne les sommets « Vibrant Gujarat », malgré les extravagantes promesses d'investissements et l'inévitable battage publicitaire dont ils font l'objet, la réalité s'avère beaucoup moins reluisante. Au cours de ses huit éditions, l'État a signé 51 738 mémorandums d'entente pour plus de 84 billions de roupies dont la plupart ne se sont jamais matérialisés. Seuls environ 10 % des promesses d'investissement et 25 % des projets ont vu le jour. En définitive, « Vibrant Gujarat » s'est révélé bien plus spectaculaire que substantiel – une problématique qui affecte à présent Modi au niveau national. S'il est vrai que le Gujarat se classe au 5^e rang des grands États de l'Inde en matière de revenu par habitant, il faisait déjà partie des plus prospères avant que Modi n'en prenne la tête, notamment grâce à sa vieille tradition industrielle et entrepreneuriale. On retiendra que, sous son mandat, le Gujarat a attiré moins d'investissements étrangers que les cinq autres grands États indiens et que, aussi impressionnante qu'elle ait été, la croissance de son PIB n'a pas été sensiblement plus élevée qu'au cours des deux décennies précédentes, sous la gouvernance du parti du Congrès. De plus, sous Narendra Modi, le Gujarat a enregistré de mauvais résultats selon plusieurs indicateurs de développement clés, en particulier pour ce qui concerne la malnutrition, la protection de l'enfance, la mortalité maternelle, la part du budget consacrée aux dépenses de

1. Trident, attribut du dieu Shiva (*N.d.T.*).

santé, l'accès aux soins, à l'éducation pour les filles et les minorités, et à l'eau potable pour les pauvres et les minorités. Visiblement, ces domaines ne faisaient pas partie des priorités du *Chief minister*.

En réalité, les chiffres sont accablants. Entre 2008 et 2015, le Gujarat a dégringolé du 6^e au 11^e rang des États selon l'indice national de développement humain (IDH). Quand Modi a quitté ses fonctions, le Gujarat était classé 19^e en ce qui concerne la présence d'un téléviseur dans les foyers, la connexion Internet et le réseau mobile, 18^e pour l'alphabétisation, 22^e pour le taux de scolarisation primaire, 23^e pour le taux de mortalité infantile et 11^e pour la mortalité maternelle. Quant au nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, il a augmenté depuis les années 1990. En 2016, le revenu journalier des agriculteurs s'élevait à 264 roupies, 77 de moins que la moyenne nationale, et l'État comptait quelque 612 000 personnes éduquées au chômage¹. À l'évidence, le taux de croissance économique élevé de l'État masquait des inégalités criantes.

Malgré tout, l'absence de progrès en matière de développement social a peu écorné la popularité du *Chief minister*. Un paradoxe que l'on peut attribuer à son art de la « mise en scène » permanente. C'est un tribun hors pair en gujarati et en hindi, sans doute le meilleur que l'Inde moderne ait jamais connu. Le journaliste Vinod K. Jose s'est rendu à un de ses meetings au Gujarat en 2013 et il en est ressorti comme hypnotisé : « Sur scène, face à un public en pâmoison, Modi maîtrise parfaitement les codes du jeu théâtral. Il parle fort, avec fermeté et confiance : le genre de leader capable de donner à ses troupes l'impression que tout ira bien... Il improvise, sans trébucher, le regard fixé constamment sur son audience. Le silence règne sous le chapiteau, personne ne joue avec son mobile ni ne fait de bruit avec un sac plastique. Beaucoup sont bouche bée². »

1. C. Jaffrelot, « Gujarat model ? », *Indian Express*, 20 nov. 2017.

2. V. K. Jose, « The Emperor Uncrowned : The Rise of Narendra Modi », *Caravan*, 1^{er} mars 2012.

Son art oratoire se doublait d'un message fort : le pays était dans le pétrin et il était l'homme qui allait le tirer d'affaire. Le second mandat du gouvernement UPA avait échoué, pour des raisons diverses : l'économie indienne avait été impactée par la récession mondiale, l'envolée du prix du pétrole (qui avait atteint 140 dollars le baril durant la dernière année du gouvernement UPA) avait affecté l'ensemble des produits de consommation et amené les électeurs indiens, sensibles aux prix, à blâmer leurs dirigeants ; une campagne anticorruption efficace, menée par Anna Hazare, un gandhien octogénaire, avait frappé les esprits et contribué à donner de la coalition au pouvoir l'image d'une faction gangrenée par la corruption ; le Premier ministre, Manmohan Singh, un économiste pourtant très respecté, avait amplement été décrit comme un homme faible, indécis et taciturne, sous l'emprise de la famille Gandhi, dont la matriarche, l'Italienne Sonia Gandhi, était présentée comme tirant les ficelles en coulisse. Par contraste, Modi prétendait être fort dans tous les domaines où l'UPA avait été faible : il se présentait comme un chef de l'exécutif capable, efficace et résolu, un véritable nationaliste, qui s'était hissé au pouvoir à la force du poignet et ne devait rien à personne, et à qui l'on ne pouvait pas reprocher d'avoir failli à bien diriger le pays – et qui, cela va sans dire, prenait bien soin de ne pas évoquer les émeutes de 2002.

Tout en promettant aux électeurs tout ce qu'ils voulaient s'ils le portaient au pouvoir, Narendra Modi s'est appuyé sur son irrésistible éloquence en hindi pour diaboliser le gouvernement de l'UPA qu'il tenait pour responsable de tous les échecs et malheurs de l'Inde. Le tableau qu'il brossait des « *acche din* » (« beaux jours ») qui attendaient les Indiens s'ils le choisissaient pour diriger le pays était saisissant : il relancerait l'agriculture et augmenterait les revenus des paysans qui n'auraient plus de raison de se suicider ; il créerait des emplois pour les millions de jeunes au chômage qui venaient l'écouter lors de ses meetings. Il garantissait aux femmes urbaines, traumatisées par la recrudescence des viols et des agressions dont elles étaient victimes jusque

dans la capitale du pays, qu'elles n'auraient plus rien à craindre ; il promettait aux classes moyennes, qui avaient du mal à joindre les deux bouts et considéraient d'un œil hostile les ultra-riches, qu'il ferait rapatrier les milliards de dollars issus de l'économie informelle et mis à l'abri à l'étranger, ce qui lui permettrait de déposer 1,5 million de roupies sur le compte en banque de chaque ménage ; il certifiait au peuple ébranlé par des attaques terroristes soutenues par le Pakistan voisin que, contrairement au gouvernement en place, faible et inefficace, il saurait tenir tête au pays ennemi et mettrait fin à la terreur ; et enfin, il assurait qu'avec lui, l'Inde entrerait dans la liste des pays de la Banque mondiale où il est « facile de commercer », une perspective alléchante pour le milieu des affaires. Le public buvait du petit-lait. Peu importait l'in vraisemblance de nombre de ses engagements ou l'inexactitude des chiffres cités (notamment ceux concernant l'argent de l'économie parallèle), c'était ce que les gens avaient envie d'entendre. Répétant à ses auditeurs qu'il ne pourrait « pas fermer l'œil de la nuit » tant qu'il n'aurait pas résolu leurs problèmes, il réussit à créer un lien émotionnel avec eux. Si Narendra Modi n'était peut-être pas le « *maut ka saudagar* » (« marchand de mort ») que Sonia Gandhi avait décrit en 2007, il ne fait aucun doute qu'en 2014 il était un « *sapnon ka saudagar* » (« marchand de rêves »).

III

En 2012, après son éclatante troisième victoire électorale à l'Assemblée du Gujarat, Modi s'est clairement imposé comme une puissance majeure, un homme avec lequel il faudrait désormais compter. Le changement de perception est devenu évident, par exemple, au sein du corps diplomatique en poste à New Delhi qui l'avait ostensiblement ignoré jusqu'alors. Au mois de décembre, à l'occasion d'un déjeuner formel, mon vieil ami Michael Steiner, ambassadeur d'Allemagne, m'a pris à part pour me poser la question : « Que dirais-tu si les ambassadeurs des pays européens

rencontraient le *Chief minister* du Gujarat que nous avons jusqu'à présent tenu soigneusement à l'écart ? »

Je ne faisais plus partie du ministère des Affaires étrangères et notre conversation n'était en rien officielle. Je lui dis donc prudemment que ma réponse ne serait que le reflet de mon opinion personnelle, et nullement celle du gouvernement. Selon moi, dans une démocratie, il n'y avait rien de choquant à ce que des diplomates rencontrent des membres de l'opposition. « Pourquoi ne le faites-vous pas de façon informelle, lui suggérai-je, plutôt que de manière solennelle, ce qui pourrait donner l'impression d'une reconnaissance officielle ? » Il fut d'accord avec cette idée, mais moins enthousiaste lorsque j'ajoutai qu'il pourrait inviter une ou deux personnalités de couleurs politiques différentes afin qu'ils confrontent leurs points de vue à ceux de M. Modi. « On a besoin d'apprendre à le connaître... », a répondu mon ami, l'air gêné, « ... mais sans avoir l'air de l'adouber », ai-je conclu à sa place. Il opina de la tête. En janvier 2013, Narendra Modi a donc été invité à participer, en compagnie de l'ensemble des ambassadeurs de l'Union européenne présents à New Delhi, à un déjeuner organisé par M. Steiner à l'ambassade d'Allemagne. Le cordon sanitaire qui jusqu'alors avait isolé Narendra Modi du monde diplomatique était rompu.

Dans le pays, la clameur enthousiaste qui l'appelait au pouvoir devenait irrésistible. Lors de la réunion du bureau national du BJP destinée à désigner le candidat officiel du parti pour le poste de Premier ministre aux élections générales de 2014, Narendra Modi parvint à évincer Lal Krishna Advani, l'ancien président du BJP (qui avait échoué à se faire élire Premier ministre en 2009) et le leader de longue date du Bharatiya Jana Sangh¹, en d'autres termes le candidat « naturel » du parti. Durant l'année qui suivit, Modi allait mener une campagne d'une portée, d'une intensité et d'un impact jusqu'alors inégalés qui lui permettrait

1. Organisation nationaliste hindoue, active de 1951 à 1977, qui a donné naissance au BJP en 1980 (*N.d.E.*).

de se placer nettement en tête des intentions de vote au moment du scrutin.

Le message de Narendra Modi trouvait écho tant auprès des humbles qu'auprès des nantis, ces derniers aidant Modi à vendre sa soupe aux premiers. Quant aux entreprises, trop contentes de se voir promettre un avenir radieux par Modi, elles ont généreusement contribué à financer sa campagne électorale. De leurs côtés, les médias papier et électroniques, détenus en majorité par des groupes privés, ont repris et diffusé largement les messages de Modi. Dès lors, impossible d'échapper à l'image, aux discours enflammés et aux slogans omniprésents du candidat : « *acche din* », « *sabka saath, sabka vikas* », « *ab ki baar, Modi Sarkar* »¹ Il émanait de Modi un air volontaire et un dynamisme que le peuple réclamait à cor et à cri ; en occupant le terrain, il donnait un écho à leurs rêves et les renforçait.

Cependant, Modi clivait toujours l'opinion : ses détracteurs les plus virulents dénonçaient l'extrémiste, voire le fasciste et le dictateur en herbe qu'ils voyaient en lui tandis que ses partisans, souvent encore plus passionnés, pensaient qu'il était le seul, grâce à sa fierté hindoue et son appétence pour la mondialisation, à pouvoir transformer l'économie nationale sur le modèle de celle du Gujarat pour faire de l'Inde la superpuissance qu'elle méritait d'être. Mais si l'opinion était divisée, l'opposition ne l'était pas moins. Les 31 % des voix obtenus au niveau national, contre 19 % en 2009, ont ainsi permis au BJP de Narendra Modi de remporter une large victoire aux élections législatives où le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour, calqué sur celui des Britanniques, lui a octroyé 52 % des sièges à la Chambre basse. L'un des messages les plus mémorables de l'histoire de Twitter – et certainement le plus « re-tweeté » et « préféré » des réseaux sociaux indiens – est tombé le 15 mai 2014, lorsque le vainqueur du jour, Narendra Modi, a publié ce tweet pour le moins caustique : « L'Inde a gagné ! »

1. En français : « les beaux jours », « tous ensemble, le développement pour tous », « cette fois, un gouvernement Modi ».

La victoire était écrasante. Sous sa direction, le BJP est passé de 116 sièges à une majorité absolue de 282 sièges sur un total de 543 à la Lok Sabha, la Chambre basse du Parlement, une première dans l'histoire du BJP. Quant à l'Alliance démocratique nationale (NDA), la coalition formée par le BJP et ses alliés, elle jouissait d'une confortable majorité avec 333 sièges, sans compter les deux sièges de la communauté anglo-indienne. Pour le NDA, la voie était désormais libre.

De son côté, le parti du Congrès était décimé, passant de 216 élus dans l'ancienne chambre à seulement 44 dans la nouvelle ! Quant à moi, si j'avais conservé mon siège dans la circonscription de Trivandrum, je n'avais gagné qu'avec 15 700 voix d'avance contre 100 000 précédemment, talonné cette fois par le candidat du BJP. C'est seulement dans la soirée, une fois la victoire de Modi certaine, que j'ai fini par concéder un tweet : « Toujours en train de faire le tour de ma circonscription pour remercier les bénévoles du parti, mais avant qu'il ne soit trop tard, toutes mes félicitations à @NarendraModi et au BJP pour leur impressionnante victoire. » Quelques minutes après, sa réponse est tombée : « @ShashiTharoor : merci beaucoup. Également bravo pour votre victoire. Travaillons ensemble pour que naisse une Inde nouvelle ! »

J'ai trouvé remarquable que Narendra Modi ait pris le temps de répondre car, en ce moment triomphal qui consacrait son extraordinaire parcours de *chai-wallah* (« vendeur de thé ») à Premier ministre, on lui aurait facilement pardonné de préférer savourer sa victoire plutôt que de répondre à l'un de ses adversaires politiques. J'ai aussi vu cela comme un signe encourageant : manifestement, Modi souhaitait montrer qu'il était disposé à travailler avec ses opposants.

Mais mon enthousiasme a été de courte durée. Comme je l'ai évoqué dans l'introduction, j'étais l'un de ceux prêts à accueillir un Narendra Modi 2.0 qui, reléguant au placard les vieux combats de l'*hindutva*, se métamorphoserait en un homme d'État tourné vers le développement et amènerait le BJP à oublier ses postures

identitaires au profit de politiques orientées vers la performance. Tout en critiquant certaines mesures du gouvernement, j'étais donc disposé à lui accorder le bénéfice du doute en ce qui concernait des initiatives que je considérais comme apolitiques telles que la Journée internationale du yoga¹ ou la campagne Swachh Bharat (« Nettoyons l'Inde »).

En m'invitant à parrainer cette campagne avec un groupe de neuf autres personnalités, Modi a montré qu'il était capable de tendre la main à l'opposition ; et, quelques mois plus tard, il m'a à nouveau surpris en se faisant l'écho des louanges que m'avait adressées le président de la Chambre basse suite au discours que j'avais prononcé à Oxford sur le colonialisme britannique. Il a ainsi déclaré publiquement que j'avais « dit les choses justes, au bon endroit et au bon moment ». C'est dans ce contexte qu'en 2015, le jour de son anniversaire, j'ai publié le tweet suivant : « Joyeux anniversaire @NarendraModi. Continuez à servir l'Inde avec énergie et détermination. Je conteste votre politique, mais toujours avec respect ! » Ce qui m'a impressionné, c'est sa réponse, tombée à peine deux heures plus tard : « Merci, Dr Tharoor. Que serait notre démocratie sans critique constructive ! Le débat nous rend plus forts. »

À l'époque, c'est cette capacité à franchir le fossé le séparant de ses adversaires politiques qui m'a le plus étonné de sa part. Son anniversaire n'avait été pour moi, de fait, qu'un prétexte pour lui rappeler nos différends politiques ; non seulement il ne s'en était pas offusqué, mais il avait saisi l'occasion pour envoyer un message positif appelant à la conciliation et la collégialité. Et c'est dans cet esprit que j'ai, à mon tour, publié le message suivant : « Attelons-nous, gouvernement et opposition, à travailler ensemble à la création d'une Inde meilleure. Quand les politiques publiques vont manifestement dans le sens de l'intérêt général,

1. Suite à une proposition de l'Inde, le 11 décembre 2014, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé le 21 juin Journée internationale du yoga (*N.d.E.*).

soutenons-les ; dans le cas contraire, soyons constructifs dans notre opposition et respectons nos différences de points de vue sur la manière de faire progresser l'Inde. »

En disant cela, j'étais peut-être naïf et il est certain que, depuis, aucun des deux bords politiques n'a fait preuve d'un tel état d'esprit constructif, à commencer par le Premier ministre lui-même. Si son compte Twitter @PMOIndia a bien publié, le 18 avril 2016, le message : « Je souhaite que ce gouvernement soit critiqué. La critique renforce la démocratie », Modi n'y est en réalité pas du tout favorable. De nombreux Indiens – des enseignants, des étudiants, des hommes d'affaires, des conducteurs d'*auto-rickshaw*¹, des membres des forces de l'ordre et des forces paramilitaires – ont été verbalisés ou même arrêtés pour avoir « insulté » Modi². Le Premier ministre lui-même ne s'est pas privé d'attaquer rudement, parfois par des coups en dessous de la ceinture, ses opposants politiques. En 2018, il a ainsi connu le déshonneur de devenir le premier chef de gouvernement à voir l'une de ses allocutions partiellement effacée des archives du Parlement, allocution au cours de laquelle il s'était notamment moqué de l'accent de Sonia Gandhi³, une raillerie de cours d'école indigne d'un homme d'État⁴. Les années passant, il est devenu de plus en plus combatif et agressif ; et l'atmosphère politique du pays de plus en plus polarisée et ingérable. Narendra Modi lui-même en est en grande partie responsable, ou plus précisément l'ensemble des éléments qui constituent l'ethos de sa gouvernance, que d'aucuns ont baptisé « Moditva », contraction de Modi et *hindutva*.

1. Triporteur motorisé servant de taxi (*N.d.E.*).

2. P. Dasgupta, « What happens to the people arrested for insulting Modi ? », *Huffington Post*, 13 fév. 2018.

3. Sonia Gandhi, veuve de Rajiv Gandhi, est d'origine italienne (*N.d.E.*).

4. A. Swain, « Modi Mocking Sonia Gandhi's Italian Accent In Parliament Is Disgusting And Shameful », *News Central*, 22 juil. 2018.

IV

Narendra Modi est indéniablement un produit du RSS et du mouvement *hindutva* – son livre *Jyotipunj*, publié en 2008, dresse le portrait des seize figures qui l'ont inspiré, et chacune d'entre elles est un homme membre du RSS. Malgré cela, il a su garder une certaine distance avec cette organisation. Il n'est désormais plus un pur et simple *pracharak* du RSS mais représente plutôt l'*hindutva* à la sauce Modi, c'est-à-dire empreint d'un culte de la personnalité jusqu'ici étranger à cette idéologie. C'est cet alliage qui constitue ce que l'on peut appeler le Moditva, au centre de quoi, dominant ses partisans tel un colosse, se trouve Modi lui-même.

« Modi ne reconnaît qu'un seul mot, celui de "moi" », a ainsi déclaré Gordhan Zadaphia, ancien ministre des Affaires intérieures du Gujarat¹. Durant la campagne électorale de 2007 dans cet État, le journal national *Indian Express*, qui rendait compte d'un de ses discours, a titré : « En 30 minutes, Modi fait 29 fois référence à lui-même contre 6 fois au BJP et a glissé : Moi comme Premier ministre² ? » Le culte de la personnalité qu'il a encouragé au Gujarat est à présent florissant au niveau national, mais on peut dire qu'il a atteint son paroxysme durant les élections de 2014, quand est parue une bande dessinée racontant son enfance de façon quasi mythique. Les histoires de *Bal Narendra* (« Le petit Narendra ») vont du relativement banal (Narendra aide ses parents dans leur travail) au modérément héroïque (Narendra libère un pigeon emmêlé dans une ficelle de cerf-volant) jusqu'à atteindre l'hagiographique (Narendra utilise le peu d'argent de poche qu'il a pour monter un stand de thé au bénéfice de victimes d'inondations ; Narendra nage dans un lac infesté de crocodiles pour se rendre dans un temple abandonné). Le culte sans bornes de

1. V. K. Jose, « The Emperor Uncrowned : The Rise of Narendra Modi », *Caravan*, 1^{er} mars 2012.

2. Le 13 déc. 2007.

Narendra Modi est un élément clé qui distingue le Moditva de l'*hindutva*.

Si l'on en croit Andy Marino, son biographe officiel, Modi n'aurait jamais soutenu le « mouvement d'Ayodhya »¹ et éprouverait même une profonde antipathie à l'égard de l'extrémisme hindou du Vishva Hindu Parishad et du Bajrang Dal² qu'il se serait efforcé de marginaliser au Gujarat. Voilà qui laisse perplexe quand on constate qu'il n'a manifestement pas tenté de faire la même chose à Delhi, bien au contraire, puisqu'il s'est toujours refusé à condamner leurs excès. Un autre exemple du paradoxe Modi.

Bien sûr, Modi reste fortement attaché à l'*hindutva*. Comme il l'a déclaré à Reuters en 2013 : « Je suis nationaliste. Je suis un patriote. Ce qui n'a rien de répréhensible. Je suis aussi né hindou. Alors oui, on peut dire que je suis un nationaliste hindou³. » On ne saurait affirmer plus clairement ses convictions fondamentales. Le Moditva emprunte à l'*hindutva* l'idée d'un *Hindu Rashtra* parfait, d'une nation émergeant des brumes d'un temps immémorial, le *Bharatvarsha* (« pays du roi Bharata ») du Rigveda⁴ ; il défend un nationalisme majoritaire au nom du peuple hindou qui marginalise, voire dénigre, les minorités – en particulier les musulmans et les chrétiens – considérées comme des intrus ; il déploie un nationalisme culturel ancré dans l'*Hindu Dharma*⁵, qu'il étend bien au-delà. Le

1. Désigne l'ensemble des actions menées à Ayodhya depuis les années 1990 en faveur de la destruction de la mosquée Badri et de la construction du temple de Rama (*N.d.T.*).

2. Fondé en 1964, le Vishva Hindu Parishad (VHP), « Conseil mondial hindou », fait partie de la grande famille du Sangh Parivar. Fondée en 1984, le Bajrang Dal est sa branche jeunesse (*N.d.T.*).

3. R. Colvin et S. Bhattacharjya, « The Remaking of Narendra Modi », *Reuters*, 12 juil. 2013.

4. Le Rigveda est un ensemble d'hymnes sacrés de l'Inde antique composés en sanskrit védique. Il fait partie des quatre grands corpus de textes canoniques de l'hindouisme, connus sous le nom de Veda, « Savoir » (*N.d.T.*).

5. Littéralement, « Devoir hindou ». Le *Dharma* désigne la loi cosmique qui maintient l'ordre du monde. L'*Hindu Dharma* est utilisé, plus largement, dans le sens de religion et culture hindoue (*N.d.E.*).

nationalisme Moditva soutient sans rougir que l'Inde est la « patrie naturelle des hindous persécutés » tout en n'accordant aucune place aux autres Indiens ; il tend la main aux hindous de l'étranger, avec lesquels Modi avoue se sentir des liens de sang qui transcendent les frontières¹. Sur ce socle *hindutva*, il érige l'idée d'un leader fort, au torse puissant, de plus d'un mètre quarante de circonférence, énergique et résolu, qui personnifie la nation et la mènera au triomphe. Voilà ce qui constitue le credo du Moditva.

La circonférence du buste est un détail révélateur. Durant la campagne de 2014, Modi a répondu aux critiques de Mulayam Singh Yadav, chef du parti Samajwadi, par ces mots : « Netaji [le chef] prétend que Modi n'est pas assez fort pour faire de l'Uttar Pradesh un autre Gujarat. Vous savez ce qu'il faut pour faire un autre Gujarat ? *Chhappan-inch ki chhati* (un torse de plus d'un mètre quarante de circonférence). » D'après des sources internes au BJP, l'image devait être prise au premier degré comme représentant ce que Modi avait à offrir.

Si le Moditva est résolument « masculiniste » comme le démontre cette anecdote (Modi s'en est lui-même vanté), il est aussi chauvin et méprise la faiblesse et la contestation ; il dédaigne ses rivaux et est déterminé face à ses ennemis, qu'ils soient nationaux ou étrangers. Modi et le BJP ne se privent pas d'invoquer l'armée et les « souffrances des *jawans* » (« jeunes soldats ») chaque fois que la logique et les faits leur donnent tort dans les débats. Ainsi, en 2016, quand les billets de 500 et de 1 000 roupies ont été démonétisés et que nombre de gens ont dû faire la queue pendant de longues heures pour changer leurs billets, un même Internet circulait, interpellant le public : « Si nos *jawans* sont capables de surveiller nos frontières jour et nuit pour protéger notre pays, comment se fait-il que l'on ne puisse pas supporter de faire la queue à la banque ne serait-ce que quelques heures ? »

Le Moditva se sert de plus en plus de l'argument du sacrifice et des souffrances endurées par les militaires comme d'une arme pour

1. Discours à la communauté indienne au stade de Wembley, Londres, 13 nov. 2015 (en ligne sur www.narendramodi.in).

marquer des points politiques, justifier ses actions et éviter d'avoir à réparer ses erreurs. La ferveur militaire et la fierté semblent être devenues obligatoires pour tout « patriote indien qui se respecte ». Que l'armée mérite largement les éloges qui lui sont adressés n'est pas la question. Ce qui importe, c'est son instrumentalisation à des fins politiques qui marque une rupture de la part du pouvoir Moditva avec la ligne de conduite éthique qui avait jusque-là prévalu chez les gouvernants d'Inde. Les militaires ont toujours été très respectés, parfois avec un ton quelque peu paternaliste, comme en témoigne le slogan des années 1960, « *jai jawan, jai kisan* » (« vive le soldat, vive le paysan »), mais c'est la première fois qu'ils sont encensés à un niveau quasi mythique. C'est aussi un héritage de l'*hindutva* dans la mesure où les penseurs du Sangh Parivar¹ ont toujours rejeté le pacifisme gandhien. Partant du constat que tous les dieux sont armés dans l'iconographie hindoue, Golwalkar, le chef de longue date du RSS, contestait l'association de l'hindouisme à la non-violence. Ainsi, les leaders de l'*hindutva* ont souvent parlé d'abandonner le brahmanisme² modéré du parti du Congrès qui met l'accent sur l'*ahimsa* (la « non-violence ») et les traditions dévotionnelles du mouvement *bhakti*³ pour lui substituer la tradition guerrière *kshatriya*⁴ qui, elle, met l'accent sur la *shakti* (« puissance ») et la force. Ce n'est pas par hasard si, en 2018, le gouvernement Modi a proposé de dispenser une formation militaire à un million de garçons et de filles chaque année, afin d'« instiller

1. Le Sangh Parivar (« Famille du Sangh »), qui est à l'origine de l'idéologie *hindutva*, englobe l'ensemble des formations nationalistes hindoues, dont le BJP et le RSS (*N.d.T.*).

2. Terme polysémique. Fait référence ici au système social et religieux de l'hindouisme orthodoxe, au sein duquel dominent les brahmanes, prêtres détenteur du Savoir (*N.d.E.*).

3. Dans l'hindouisme, la *bhakti* est l'« amour » du dévot envers sa divinité. Né dans l'Inde du Sud, ce mouvement dévotionnel gagne toute l'Inde à partir du xv^e siècle (*N.d.E.*).

4. Dans le système des castes hindou, les *kshatriya* représentent la classe noble des rois et des guerriers, qui se situe en dessous de celle des brahmanes (*N.d.E.*).

les valeurs du nationalisme, de la discipline et de l'estime de soi à la jeunesse, ce qui permettra de faire de l'Inde un *Vishwaguru* [« leader mondial »] et de concrétiser la vision du Premier ministre de la “Nouvelle Inde 2022” »¹. Le Moditva adore naturellement son chef, qui est l'incarnation de la puissance et du pouvoir ; au sommet d'un gouvernement strictement composé de membres du BJP, on trouve ainsi un idéologue flamboyant qui s'exprime avec éloquence ; présenté comme omniscient et infaillible, il est un héros monté sur un étalon blanc qui, glaive au poing, prendra la tête des forces populaires ; connaissant toutes les réponses, il est prêt à trancher le nœud gordien des problèmes de la nation. Et puisque ce leader incarne la nation, le soutenir c'est être patriote, s'opposer à lui, c'est être antinational.

S'émancipant parfois de la tradition du Sangh Parivar, Narendra Modi ne s'est ainsi jamais plié à l'anonymat requis de la part des volontaires du RSS. Malgré ses discours sur l'importance de la discipline, il semble s'en être affranchi assez tôt, y compris au sein du RSS où il s'est vite taillé une réputation d'entêté et d'indépendant. Comme l'a fait remarquer Shankersinh Vaghela, un de ses anciens supérieurs au BJP : « Il faisait toujours les choses différemment des autres : si nous portions une *kurta* [chemise ample] à manches longues, il en mettait une à manches courtes, et si nous portions un short kaki, le sien était blanc. Je me souviens qu'un jour Golwalkar, le leader du RSS, l'avait interpellé en public au sujet de sa barbe bien taillée. » Modi a toujours aimé se retrouver sous les feux de la rampe. D'innombrables mêmes Internet se moquent de ses efforts pour figurer au centre des photographies et de l'attention constante qu'il prête aux appareils photo lors de ses apparitions publiques, allant jusqu'à se placer de façon ostensible devant l'objectif dans les rencontres de leaders mondiaux. (Une fois, il était tellement irrité qu'un de ses gardes du corps se soit interposé entre lui et

1. R. Chopra, « To instil discipline, nationalism : Govt discusses military training plan for disciplined 10-lakh “force of youth” », *Indian Express*, 20 juil. 2018.

les caméras qu'il lui a aboyé : « Qu'est-ce que vous fichez là ? », avant lui ordonner de garder ses distances.) La discipline lui semble plus attrayante lorsqu'on l'exerce sur les autres. Somabhai, son frère aîné, raconte ainsi que Narendra rêvait depuis son plus jeune âge de rejoindre les rangs du RSS parce qu'« il était très impressionné de voir qu'une seule personne donnait des ordres dans la *shakha* [« section »] et que tout le monde lui obéissait. »

Bien qu'il ait abandonné l'abnégation personnelle que le RSS attendait de lui, Narendra Modi a réussi à instaurer un *modus vivendi* complexe avec cette organisation : par exemple, en tant que Premier ministre, il a institué l'usage selon lequel ses ministres rendent compte de leurs actions à la direction de l'organisation qui les note, les réprimande, les conseille ou les encourage. Cette combinaison d'un ego démesuré et d'une subordination institutionnalisée au RSS est également l'un des marqueurs du *Moditva*.

Cependant, contrairement à l'*hindutva* et aux organisations satellites du RSS telles que le *Swadeshi Jagran Manch*, le *Moditva* ne prône pas l'autarcie économique ; il cherche au contraire à faire entrer l'Inde dans la mondialisation et à tirer un profit économique des liens que la nation pourrait tisser avec le monde, notamment par le biais d'investissements étrangers ; il soutient également tous ceux dans les milieux d'affaires qui partagent ce point de vue. Il tire sa légitimité de l'évocation du passé glorieux mais il cherche à le réactualiser en se tournant résolument vers le futur, réconciliant ainsi les temples hindous avec la *high-tech*, mariant l'ancien et le moderne, s'appropriant des technologies futuristes pour mener à bien sa mission nationale. C'est essentiellement sur ce point que la doctrine *Moditva* se distingue de celle du *Sangh Parivar*.

Le vocabulaire *Moditva* diffère donc de celui de l'*hindutva* : il parle de bonne gouvernance, de croissance économique, d'investissement dans les infrastructures, de prestations de services et de facilités commerciales. Autant de termes que les dirigeants du RSS n'ont jamais utilisés par le passé, mais qui sont au service d'une même finalité : pour le *Moditva*, le développement économique fait partie du réveil nationaliste et la prospérité n'est qu'un

moyen d'établir le glorieux *Ram Rajya* (« royaume de Rama ») qu'appellent de leurs vœux, depuis longtemps, les partisans de l'*hindutva*. Le terme hindi *vikas* (« développement »), fréquemment employé par Modi dans ses discours, sert à la fois de slogan et de métaphore ; il redéfinit le nationalisme hindou en termes de bien-être pour le peuple et l'associe à la personnalité du leader, le *vikas purush* (« l'homme du développement »). « L'élévation du niveau des aspirations du peuple constitue la force majeure du développement de l'Inde. Quand ces aspirations sont correctement dirigées... alors l'aspiration est en elle-même un accomplissement », a ainsi déclaré Modi¹.

Pour la gauche, l'union de la pensée économique et du nationalisme culturel qui est au cœur du *Moditva* représente une nouvelle forme de conservatisme. En faisant des investissements étrangers visés par la campagne « *Make in India* » (« Fabriquez en Inde ») la mesure de son succès, le *Moditva* est obligé de présenter l'Inde aux investisseurs comme un pays de main-d'œuvre bon marché et de compétences abordables prêt à se mettre au service de la finance mondiale ; or, demeurer attractif en jouant sur ce tableau implique de limiter les salaires au plus bas et, donc, de réprimer l'agitation sociale des classes défavorisées. Dès lors, maintenir les Dalits à leur place et les minorités à la marge présente un double intérêt, à la fois culturel et économique. Il y va du bon fonctionnement du capitalisme de copinage à l'intérieur du pays et de la stabilité des partenariats avec l'étranger. Le *Moditva* n'est pas hostile à l'imposition par la force du respect des normes sociales par les castes supérieures ou par les employeurs ; de même, il reste silencieux face aux violences communautaristes ou aux atrocités commises contre les Dalits, car cela participe de l'ordre social sur lequel il prend appui. Ce qui explique pourquoi l'opposition ne se contente pas de critiquer les mesures politiques de Narendra Modi ; sa doctrine économique pose également de nombreux problèmes.

1. Discours à la communauté indienne à Washington (DC), le 25 juin 2017 (en ligne sur : www.narendramodi.in).